

Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation

2e bureau

87 1123

Arrêté n° 2.473-4

Le Préfet de la Meuse,
Commissaire de la République,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, ensemble le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application, notamment son article 18,

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application, notamment son article 2,

Vu l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs,

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu l'instruction ministérielle du 22 juin 1976 relative au bruit des installations classées, modifiée et complétée par la circulaire du Ministre de l'Environnement en date du 20 septembre 1985 pour l'application de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées,

Vu son arrêté n° 2.473 du 5 juillet 1976 autorisant la Société Anonyme I.C.I. FRANCE S.A. département BALEYCOURT, siège social : 8, avenue Réaumur, Z.I., 92142 CLAMART, à exploiter sur le territoire de la ville de VERDUN - écart de BALEYCOURT - une usine de fabrication de produits chimiques,

Vu son arrêté n° 2.473-2 du 7 décembre 1983 portant extension et modification de la capacité des stockages de matières premières et de produits finis,

Vu son arrêté n° 2.473-3 du 6 août 1984 autorisant la S.A. I.C.I. FRANCE à procéder à l'augmentation de ses capacités de stockage,

Vu les rapports et avis de M. l'Inspecteur des Installations Classées, Ingénieur Subdivisionnaire des Mines,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 24 mars 1987,

.../...

ARTICLE PREMIER : La société ICI est tenue de réaliser une étude des dangers relative à ses installations de stockage de chlore autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976 modifié précité.

L'étude dont il s'agit sera remise directement à M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche avant le 30 juin 1987

ARTICLE 2 : Pour le 30 juin 1987, l'exploitant établira en outre un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan sera transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'Inspection des Installations Classées. Le Commissaire de la République peut demander la modification des dispositions envisagées.

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le Commissaire de la République. Il prend, en outre, à l'extérieur de son établissement, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au Plan d'Opération Interne (P.O.I.) et au Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.) en application des articles 2.5.2. et 3.2.2. de l'instruction interministérielle du 12 juillet 1985 (J.O. du 2 octobre 1985).

L'exploitant est tenu de fournir au Commissaire de la République les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

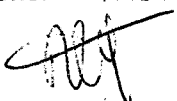
ARTICLE 3 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture,

- le Sous-Préfet, Commissaire-Adjoint de la République de l'arrondissement de VERDUN,
- le Maire de VERDUN,
- l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des Installations Classées,
- le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,
- le Chef de la Division de l'Equipeement de la S.N.C.F. à METZ,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- le Chef du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise pour notification à la Société Anonyme I.C.I. FRANCE S.A. à VERDUN et pour information à :

- MM. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- le Directeur Départemental des Polices Urbaines de la Meuse.

Pour ampliation :
Le Chef de Bureau délégué


M.L. GIRAUDOT



BAR-le-DUC, le 30 AVRIL 1987

Le Préfet,
Commissaire de la République
Pour le préfet, commissaire de la République
Le secrétaire général,

René KERN